



تونس | المركز العربي للأبحاث ودراسة السياسات
Tunisie | Centre Arabe des Recherches et de l'Etude des Politiques

Conférence Internationale

Les risques dans les sociétés contemporaines

**Les contextes, les acteurs, Les expériences,
les stratégies de confrontation**

Tunis, 15-16 Novembre 2024

Appel à communication

I. Invitation

Le Centre Arabe de Recherche et d'Études Politiques. Tunis annonce l'organisation d'une conférence internationale : "*Les risques dans les sociétés contemporaines : les contextes, les acteurs, Les expériences, les stratégies de confrontation*" qui se tiendra les 15 et 16 novembre 2024. Le centre invite les chercheurs de diverses disciplines scientifiques à contribuer aux activités de la conférence en soumettant leurs projets de communications.

II. Termes de Références

Avec l'avènement de la seconde moitié du XXe siècle, le monde a connu des transformations sociales et historiques profondes, accélérées par les développements technologiques et les mutations écologiques. Ces changements signalaient souvent la transition d'une première modernité, principalement industrielle, vers une seconde, caractérisée elle, par ce que l'on appelle généralement les "Risques Globaux".¹ Dans le sillage de ces évolutions, le concept Risque a subi des développements remarquables, en évoluant vers une approche intégrante l'analyse des profonds changements vécus par la société industrielle.

Dans ces contextes, les conséquences imprévues des actions humaines étant devenues plus fréquentes, plus intenses et plus influentes, menaceraient l'existence humaine dans son ensemble, enfantant des risques globaux qui reflètent les défis auxquels nos sociétés sont confrontées. Ceci met en évidence la nécessité d'une compréhension approfondie de ces enjeux complexes et impose une gestion efficace afin de garantir un avenir viable.

Dans cette optique, l'approche sociologique a constitué un point de départ pour critiquer la "rationalité instrumentale" sur laquelle reposent les sociétés post-industrielles contemporaines lorsqu'elles abordent les risques ou les prédisent. Elle propose une rationalité alternative qui élargit les perspectives, élimine les écarts entre les disciplines et intègre des considérations tels que l'incertitude, la complexité, et le caractère combiné des risques. Cette approche englobe également diverses variables, notamment politiques, sociales et environnementales.²

L'objectif étant également d'élargir cette perspective aux sociétés du Sud qui, à l'évidence, ne sont pas à l'abri de ces risques, particulièrement en raison des effets de la mondialisation et l'interdépendance planétaire. De plus, les sociétés du Sud génèrent leurs propres risques spécifiques tels que les conflits ethniques, les guerres civiles, la corruption, l'exploitation excessive et chaotique des ressources naturelles, le changement climatique, la criminalité organisée, la fragilité des structures politiques locales et nationales, etc.

¹ Ulrich Beck & Christoph Lau, "Second Modernity as a Research Agenda: Theoretical and Empirical Explorations in the 'Meta-Change' of Modern Society," *The British Journal of Sociology*, vol. 56, no. 4 (2005), pp. 525 - 557.

² Ulrich Beck, "From Industrial Society to the Risk Society: Questions of Survival, Social Structure and Ecological Enlightenment," *Theory, Culture & Society*, vol. 9, no. 1 (1992), pp. 97 - 123.

Les différentes études scientifiques abordant la question des risques, chacune dans son domaine de compétence, reposent sur la constatation d'une crise structurelle et complexe qui accompagne la "seconde modernité". Cette crise a affecté les institutions étatiques nationales, le marché capitaliste mondialisé, les structures de la communauté internationale, ainsi que les groupes scientifiques organisés au niveau national, continental et international. Tous se sont révélés incapables de maîtriser ce que l'on appelle désormais les "nouveaux risques".

Afin de développer une compréhension approfondie et objective des risques dans le monde contemporain, le Centre arabe de recherche et d'études politiques. Tunis (CAREP. Tunis) organise en Tunisie un conférence international, intitulé "*Les risques dans les sociétés contemporaines : les contextes, les acteurs, Les expériences, les stratégies de confrontation*". La conférence propose plusieurs axes de réflexion, dont les plus importants sont :

1. Risques : Universalité du concept et spécificité des contextes locaux

Le concept Risques est devenu extrêmement prégnant dans le débat public, interpellant les milieux scientifiques, les médias spécialisés, ainsi que la société civile. Il a acquis une légitimité sociale, devenant une préoccupation majeure pour les structures de la communauté internationale, les États et les gouvernements. S'attaquer à ces risques fait désormais partie intégrante de leurs tâches, de leurs stratégies, et de leurs programmes d'intervention.

Sous cet angle, repenser les risques en tant qu'objet de recherche est devenu impératif, nécessitant une définition claire de ce concept, d'en établir les limites, d'en développer les perspectives d'usage en y associant les sciences naturelles, humaines et sociales. Il est essentiel de noter que le concept de « société du risque » est lié à plusieurs sous-concepts tels que la "perception du risque", la "gouvernance du risque", la "démocratisation du risque", la "capacité à s'adapter au risque", la "vulnérabilité aux risques", la "confrontation et la lutte", la "responsabilité sociale face aux risques", et la "solidarité face aux risques". Ces concepts sont généralement interconnectés dans une constellation plus vaste, renforçant mutuellement des idées centrales comme la "modernité institutionnelle", le "cosmopolitisme", et la "pensée réflexive". Ils forment ensemble les visions des communautés scientifiques à propos des enjeux complexes auxquels sont confrontées les sociétés contemporaines, admettant que les risques auxquels sont exposés les individus et les différents groupes sociaux soient étroitement liés à l'histoire, la géographie, l'identité, ainsi qu'à l'environnement sociopolitique et l'écosystème qui les entourent.

Par ailleurs, les débats actuels et les révisions approfondies de la littérature moderne indiquent une utilisation croissante de la notion de "catastrophes majeures", particulièrement pour désigner celles de nature environnementale, technologique, et de dimension cosmique ou transnationale. Ces exemples analytiques sont souvent privilégiés, reléguant d'autres dimensions fondamentales (économique, démographique, politique, sociale, et psychologique) au second plan. Cette focalisation excessive sur des

événements macrosociologiques nuit à la capacité d'aborder les risques à l'échelle locale et de comprendre leurs impacts sur les modes de vie quotidiens des individus et des groupes. Ainsi, malgré l'élargissement du débat et la multiplicité des interventions interdisciplinaires, il subsiste encore plusieurs entraves qui occultent les nombreuses autres menaces qui pèsent sur nos sociétés, en particulier celles qui ne sont pas assimilées aux expériences vécues ou affrontées par les sociétés postindustrielles.

Ces préoccupations théoriques, conceptuelles, et méthodologiques soulèvent plusieurs défis-clés liés à la capacité du système conceptuel centré sur le "risque" à développer une approche analytique permettant d'identifier, de comprendre, et de saisir la polymorphie des risques. Il s'agit également de mettre en place des politiques et des mécanismes de prévention adaptés à des contextes complexes, changeants et divers.

La signification du concept de "risque" ainsi que ses portées restent une question pertinente, près de cinq décennies après sa création, et quatre décennies depuis le début de son utilisation en analyse sociologique. Ce concept est-il capable d'analyser les nouvelles formes de liens sociaux et les transformations actuelles du niveau de vie quotidien ? Quelle est sa signification dans les sociétés non industrialisées, et comment s'applique-t-il dans des contextes locaux culturellement et ethniquement complexes ? Le système théorique axé sur le risque est-il efficace pour aborder les enjeux spécifiques des études Sud-Sud ? Peut-il être investi dans le développement d'orientations théoriques postcoloniales et décoloniales ?

2. Risques : Les nouveaux acteurs et le débat sur les classifications

Au départ, le concept de risque était étroitement lié à l'analyse économique des années 1970, une période marquée par des crises majeures dans les institutions du marché capitaliste. Ces crises ont ouvert la voie à la croissance du secteur de l'assurance, mais le concept de risque s'est rapidement étendu à divers domaines scientifiques. Aujourd'hui, de nombreux chercheurs estiment que "tout comporte des risques", incitant les spécialistes à les prendre en compte et à se préparer à les gérer (The Risk Management of Everything).³

La monétarisation des grandes économies mondiales a accentué la nécessité de développer des modèles de gestion des crises économiques, surtout avec l'émergence de nouveaux types de risques dans les années 1980. Ces risques touchent des domaines tels que la santé, la sécurité, les droits, la dignité, et, plus récemment, les risques informationnels liés aux technologies de l'intelligence artificielle.⁴

Diverses analyses, notamment celles des think-tanks et des organisations internationales, ont tenté de classer les risques afin d'élaborer des politiques publiques ciblées dans leurs domaines respectifs. Ces efforts ont conduit à l'émergence d'acteurs locaux formés (États, organes nationaux et locaux,

3 Michael Power, "The Risk Management of Everything," *The Journal of Risk Finance*, vol. 5, no. 3 (2004), pp. 58 - 65.

4 Olivier Hassid, *Le management des risques et des crises*, 3e éd. (Paris : Dunod, 2011).

organisations de la société civile, bureaux de conseil et d'expertise) et internationaux (organisations internationales des Nations Unies, Banque mondiale, Organisation mondiale de la santé) et impliqués dans la reconnaissance et le traitement des risques.

Ces dernières années, une classification utilisant le terme "nouveaux risques" a émergé, se concentrant spécifiquement sur les risques politiques. Ces risques incluent la guerre civile, l'instabilité géopolitique, la corruption endémique, le crime organisé, la faiblesse de l'État-providence, et d'autres facteurs susceptibles d'influencer la stabilité politique et la viabilité des sociétés. Parallèlement, les risques sociaux et culturels ont également augmenté, englobant des changements démographiques incontrôlés, des inégalités de revenus, des mouvements sociaux hétérogènes et contradictoires, des évolutions rapides des modes de vie, des attitudes changeantes envers le travail, les loisirs et les valeurs religieuses, ainsi que la croissance du consumérisme et l'augmentation du coût de la vie.

Néanmoins, les nouvelles classifications des risques ne signifient pas l'abandon des anciennes. Le risque économique reste un domaine crucial de recherche qui préoccupe autant les institutions économiques que les individus et les groupes. Il englobe les répercussions du cycle économique, les fluctuations des marchés financiers et des taux de change, menaçant les économies même en période d'expansion, outre les retombées transnationales et continentales.

Avec l'expansion de l'utilisation du concept dans des domaines non économiques, les chercheurs en sciences sociales ont élargi l'analyse des risques pour inclure des aspects tels que les risques technologiques. Cela comprend les impacts environnementaux, sanitaires et démographiques des activités industrielles, telles que les industries nucléaires, chimiques, énergétiques et agricoles intensives. Ces risques englobent la menace pour la diversité environnementale et les conséquences du changement climatique dû au réchauffement planétaire.⁵ Dans ce contexte, la question de l'identification des nouveaux risques et des contextes dans lesquels ils émergent soulève des problématiques complexes. Qui sont les acteurs impliqués dans le processus de classification et de gestion des risques à l'échelle locale et internationale ? Quelles sont les nouvelles classifications et comment ont-elles évolué historiquement ? Comment diffèrent-elles selon les contextes et les domaines ? Quelles sont les conditions et les outils de cette classification ? Quelles sont les dynamiques de négociation qui permettent l'identification et la légitimation de ces classifications ? Quelle est la place de la communauté scientifique académique dans ce système ? Et comment ces classifications contribuent-elles au développement de la gestion des risques ?

3. Risques : indicateurs et outils de mesure

Le processus de gestion des risques exige mesure et détermination en fonction de leur prévalence et de leur niveau de menace.⁶ La Banque mondiale, par exemple, utilise le concept de "vulnérabilité" comme indicateur central pour mesurer le risque.⁷ L'évaluation des risques et de la vulnérabilité

5 Ibid.

6 Helmut Mausser, & Rosen Dan, "Beyond VaR: From Measuring Risk to Managing Risk," In: Authors Group, Proceedings of the IEEE/IAFE 1999 Conference on Computational Intelligence for Financial Engineering (CIFER) (New York: IEEE, 1999).

7 Robert Holzmann, & Valerie Kozel, "The Role of Social Risk Management in Development: A World Bank View," *IDS Bulletin*, vol. 38, no. 3 (2007), pp. 8 - 13.

constitue l'un des outils essentiels dont dispose la Banque mondiale pour comprendre les causes de la vulnérabilité à la pauvreté, et pour analyser les chocs et identifier les lacunes dans les politiques de gestion des risques sociaux.

Ces politiques visent à développer des stratégies de gestion en mesurant la vulnérabilité des ménages aux risques et aux chocs. L'évaluation requiert la collecte de données précises révélant l'impact de ces risques sur les individus et leur capacité d'adaptation, ce qui est un défi parfois relevé avec difficulté dans les pays en développement. De plus, les analyses de vulnérabilité ne se limitent pas à la dimension économique, mais peuvent s'étendre à d'autres aspects de la vie quotidienne. La Banque mondiale adopte plusieurs indicateurs cruciaux dans ces analyses. Parmi les plus importants figurent la volatilité des revenus, la dépendance à l'agriculture, l'accès aux actifs, l'accès aux mécanismes de protection sociale et aux réseaux de soutien social, l'accès à l'éducation, la capacité à acquérir des compétences et la diversification des sources de revenus.⁸ Ces indicateurs permettent d'évaluer la vulnérabilité des individus face aux différents chocs et d'identifier les populations les plus vulnérables. Cependant, de nombreuses études soulignent la nécessité d'ajouter d'autres indicateurs liés principalement aux niveaux d'exposition à la violence de toutes sortes : domestique, politique, ethnique, ou criminelle. Cela inclut également les risques médiatiques, les risques liés à l'intelligence artificielle, à la cyber sécurité et à la protection des données personnelles. Dans ces cas alors, quels sont les indicateurs de vulnérabilité les plus importants ? Quelle est leur nature (quantitative, qualitative...) ? Quelles sont leurs sources ? Comment peut-on les mesurer ? Quels en sont les outils les mieux adaptés ? Comment ces indicateurs peuvent-ils contribuer à la gestion des risques et à la lutte contre leurs impacts ? Qui sont les acteurs qui proposent et construisent ces indicateurs de mesure ? Quelle est la nature de leurs liens et le niveau de coordination entre eux ? Dès lors, dans tout ce système, quel rôle pourraient assumer les individus exposés aux risques ?

4. Risques : rationalité institutionnelle face aux représentations sociales

Bruno Latour souligne, dans la préface de la version française de *La Société du risque*, que la théorie du risque trouve son origine dans une critique des sociétés industrielles et postindustrielles du monde occidental moderne.⁹ Il suggère que, plutôt que de considérer notre époque comme exceptionnelle en termes de risque, il est pertinent de se demander si l'Occident est devenu plus sensible aux risques internes plutôt qu'aux changements mondiaux. Des facteurs tels que le vieillissement de la population, la financiarisation de l'économie, la concurrence médiatique et technologique ont contribué à faire de l'angoisse un outil économique et politique efficace, reproduit et distribué pour créer de la richesse. Ainsi, on peut parler d'une fabrique du risque, comme étant un processus fortement influencé par des facteurs sociaux et culturels, ainsi que par la prise de conscience individuelle des menaces qui les entourent.

⁸ Ibid.

⁹ Ulrich Beck, *La société du risque: sur la voie d'une autre modernité*, Laure Bernardi (trans.) (Paris :Flammarion, 2001).

Bien que les risques et leurs mécanismes de gestion soient conçus au nom d'une rationalité transcendante de nature institutionnelle, ils restent le produit de l'activité humaine au cœur de la société, transcendant la dimension purement technique pour s'humaniser au sens socio-historique. Interviennent aussi les intérêts particuliers, les coutumes, les croyances, les traditions, les processus de socialisation des individus, ainsi que l'imaginaire et les mythes, interagissant avec les perceptions, l'identification des différents types de risques, leur définition, leurs sources et la manière de les traiter. Les risques peuvent être considérés, au moins en partie, comme étant une représentation individuelle et collective qui aide à anticiper un futur possible, étant essentiellement au cœur des liens qui existent entre les individus ou les groupes en fonction de leurs représentations sociales de leurs réalités socio-historiques. Dans ce contexte, les acteurs institutionnels, qu'ils soient spécialisés ou non, adoptent des approches similaires pour définir et prédire les risques, interpréter la manière dont ils les traitent, que ce soit à travers des outils experts conceptuels, théoriques, scientifiques ou opérationnels, simples ou complexes.

Cette compréhension du risque nécessite l'analyse des perceptions et des pratiques des gestionnaires de risques et de ceux qui y sont directement exposés, car ils partagent souvent son ampleur, son histoire et ses contextes sociaux, politiques et culturels. Cela réduit les frontières de différenciation entre l'objectif et le subjectif dans son traitement, affaiblissant la capacité de la rationalité institutionnelle à diagnostiquer, anticiper, trouver des solutions ou du moins à atténuer l'impact.¹⁰ Ceci est particulièrement vrai lorsqu'on observe, par exemple, la récente pandémie de COVID-19, où les représentations étaient devenues un obstacle voire des poches de résistance au succès des interventions urgentes visant à atténuer l'impact du risque.

Comment se manifestent les représentations des individus et des groupes face aux risques ? Comment diffèrent-elles en fonction des affiliations- appartenances sociales, culturelles, géographiques – régionales, et celles du genre ? Ou bien toutes ces dimensions se chevauchent-elles et se superposent-elles ? Les acteurs gestionnaires des risques portent-ils les mêmes représentations que ceux qui en sont exposés et affectés ? Quels sont les points de convergence et de divergence entre eux ? Ces représentations du risque peuvent-elles changer et muer ? Comment, quand, et selon quelle logique ? Quels sont les outils méthodologiques qui permettent d'extraire et de comprendre ces représentations et leurs modes de fonctionnement ? Comment l'étude des représentations des risques peut-elle être utilisée pour en développer des outils de gestion, d'intervention, et de traitement ? Ces représentations peuvent-elles constituer un obstacle et une entrave à l'efficacité des interventions de l'État et des organisations spécialisées ?

5. Risques : expériences individuelles/de groupe et stratégies d'adaptation

Les risques et les menaces qui en résultent créent un climat propice à la croissance de sentiment de vulnérabilité psychologique, de sentiment constant de danger et de perte d'équilibre psychosocial. Dans de tels contextes, les individus et les groupes ont parfois le sentiment d'être les prochaines

¹⁰ Hélène Joffe, "Risk: From Perception to Social Representation," *British Journal of Social Psychology*, vol. 42, no.1 (2003), pp. 55 - 73.

victimes de ces dangers et sont convaincus que ces menaces peuvent s'abattre sur eux à tout moment et sans avertissement clair.¹¹ Diverses statistiques de l'Organisation mondiale de la santé indiquent que les sentiments d'anxiété, de peur et de terreur sont répandus parmi les groupes sociaux, soumis au principe des inégalités et disparités du Temps et de l'Espace.

De nombreuses situations psychologiques expriment cette névrose collective, difficile à identifier mais prévisible, qui n'a pas de caractéristiques finales et ne peut être totalement affrontée, ni prédéterminée en amont. Pour contrer cette vague appréhension, les individus et les groupes conçoivent différentes stratégies pour la contrer et s'y adapter. Alors que beaucoup ont recours aux soins cliniques et corporels pour gérer la peur et la dépression, ces options restent coûteuses et inaccessibles à certains groupes. Cela les rend plus enclins au "décrochage" et à l'introversion de soi autant que possible, dans l'espoir de pouvoir obtenir une certaine immunité contre ces risques. Ce décrochage et cet isolement peuvent être individuels, à la recherche d'un salut isolé, comme en témoignent des phénomènes tels que les suicides collectifs de membres de communautés religieuses qui croient en la proximité de "l'anéantissement du monde", ou les "hikikomori"¹² au Japon, dont un grand nombre d'individus (plus d'un million de personnes) préfèrent vivre dans un isolement complet du monde extérieur. Ce phénomène se répand aujourd'hui dans de nombreux pays, notamment chez les jeunes, à cause, entre autres, des impacts multiples de la généralisation des médias sociaux et des jeux électroniques.

Comme mentionné précédemment, ni les individus ni les groupes ne font face, de la même manière, à ces risques, car les sociétés produisent et offrent des situations inégales réparties entre les différents groupes sur la base des ressources-capacités psychologiques et sociales inégales dont ils disposent pour affronter ces expériences profondes qui restent pour longtemps gravées dans leur mémoire et leur conscience, tout en créant des traumatismes de types différents. Le background psychoculturel inscrit dans la conscience collective influence à son tour les représentations des risques. Toutefois, le vécu collectif des risques ainsi que les expériences partagées et les échanges individuels qui s'ensuivent et les récits qui s'en forment agissent de manière forte sur les identités individuelles et collectives façonnées autour de ces expériences éprouvantes.¹³ L'on pense que les représentations et perceptions formées en fonction des risques agissent fortement sur les choix des individus, orientent leurs comportements et impactent les stratégies de défense adoptées.

Pour mieux comprendre ce phénomène complexe, il est nécessaire d'explorer comment les individus ressentent le risque et se comportent par conséquent, et quels sont les facteurs qui influent sur ces expériences. Il est également important que l'on examine les effets de l'expérience du risque sur la santé mentale et psychologique des individus et les différentes séquelles qui en découleraient. De même, il est important de comprendre les stratégies élaborées et adoptées par les individus face à

11 Jean-Pascal Assailly & Claude Got, *La psychologie du risque*, TEC & DOC Edition (France: Lavoisier, 2010).

12 Takahiro A.Kato, et al. "Does the 'Hikikomori' Syndrome of Social withdrawal Exist Outside Japan? A preliminary International Investigation," *Social psychiatry and psychiatric epidemiology*, vol. 47 (2012), pp. 1061 - 1075.

13 Thibault Gajdos, & John A. weymark, "Introduction to Inequality and Risk," *Journal of Economic Theory*, vol. 147, no. 4 (2012), pp. 1313 - 1330.

ces risques et leurs rapports avec les différentes autres stratégies mises en place par les institutions chargées de gérer ces risques et d'en évaluer les impacts.¹⁴

Comment les individus vivent-ils leurs expériences des risques? Quels sont les facteurs qui influent sur ces expériences? Quelles sont les répercussions de l'expérience des risques sur la santé mentale et psychologique de l'individu ? Quelles stratégies les individus adoptent-ils pour faire face à ces risques? Quelle est la nature des rapports qui les lient aux différentes institutions responsables de la gestion des risques et de la mise en place des actions de lutte? Comment les groupes sociaux vivent-ils leurs expériences des risques? Quels sont les facteurs qui agissent, interviennent et façonnent ces expériences? quelles sont les différences entre les expériences individuelles et collectives vécues face aux différents risques? Quelles sont les répercussions de l'expérience des risques sur la santé psychologique de ces groupes et leur portée comportementale? Quelles stratégies les groupes et les collectivités mettent-ils en place et adoptent-ils pour faire face à ces risques, et quelles ressources mobilisent-ils? Quels rapports entretiennent-ils avec les acteurs institutionnels responsables de la gestion des risques? Quelles sont les répercussions, impacts et retombées des politiques de gestion des risques sur la vie individuelle et collective?

6. Risques : Les espaces et les limites virtuelles

Même si la territorialité des risques, leur spatialité virtuelle et leur délimitation géographique sont connues, il n'en reste pas moins vrai que cette connaissance reste tributaire d'un ensemble d'hypothèses émises et formulées. Les communautés scientifiques et celles des spécialistes et autres experts, ainsi que les groupes humains et les politiques publiques s'efforcent à délimiter les zones de risque et d'y investir des ressources humaines, sociales et politiques.¹⁵L'échec et l'incapacité à faire face à ces risques sont des facteurs déterminants qui influent sur le renouvellement de la légitimité sociale, politique, voire apolitique. Dans ce contexte, différents groupes accumulent des pratiques et des représentations sociales variées dans le but de maîtriser les risques et de minimiser les pertes. Pour atteindre cet objectif, ils s'attachent généralement à fournir des outils de gestion et d'administration et des stratégies tels que la segmentation et le découpage administratif, les systèmes d'information, les systèmes d'alerte, les moyens de communication, ainsi que des structures temporaires ou permanentes et des groupes d'intervention spécialisés. Ces stratégies peuvent entraîner l'émergence de nouvelles zones géographiques et de nouveaux espaces en fonction de leur fréquence et des modes de gestion, comprenant de nouvelles configurations, législations, modes de vie et technologies.

Les risques ne surgissent pas dans des espaces vides, mais plutôt dans des zones habitées, même si la population peut être limitée. Souvent, cela appelle à l'intervention de l'État, de groupes et de divers acteurs tels que les autorités centrales et locales, les experts, l'administration, les entreprises et la

¹⁴ Simon Thompson, "Trust, Risk and Identity," In: Sean Watson, Anthony Moran, *Trust, Risk and Uncertainty*(London : Palgrave Macmillan UK, 2005), pp. 26 - 46.

¹⁵ Guy Di Méo, *Géographie sociale et territoires* (Paris : Nathan, 1998).

société civile. Ils interviennent pour instaurer un "contrôle effectif" en modifiant l'ingénierie spatiale et en reconfigurant le lien social afin de contenir les risques et d'empêcher leur propagation vers les zones voisines. Cependant, ces interventions ne se déroulent pas sans les divergences et même les conflits, car elles reflètent souvent des intérêts et des visions contradictoires, déterminés non seulement par des lieux différents, mais aussi par des perceptions antagonistes. Ces perceptions ne sont pas influencées seulement par des contextes culturels, sociaux et politiques, mais également par les spécificités de l'espace géographique. Lorsque nous tentons de prévenir ou de contrôler ces risques, des inégalités émergent, qui ne sont pas uniquement catégorielles ou sociales mais aussi spatiales. Les ressources mises à disposition par l'État ou les autorités locales créent généralement un fossé distinct, divisant les groupes humains en "régions", "zones", "camps" ou "ghettos" avec des capacités différentes et des ressources disparates face aux dangers.

Dès lors, l'on s'interroge sur les façons pratiques et réelles du déroulement de l'ingénierie de lutte contre les risques sur le terrain. Comment cette ingénierie est-elle répartie entre les différentes zones géographiques? Quels sont les espaces les plus exposés aux risques et pourquoi certains domaines sont-ils plus vulnérables que d'autres? Quels mécanismes permettent de maîtriser spatialement les risques? Qui sont les acteurs impliqués dans chaque domaine de risque spécifique? Comment les gestionnaires de risques les gèrent-ils en fonction de l'information recueillie et comment définissent-ils les limites spatiales dans un monde virtuel?

7. Risques : Les investissements politiques dans les risques et leur rentabilité

L'idée du risque s'est profondément ancrée dans la perception des individus, celle des groupes et des États, devenant parfois une "obsession" sujette à l'exagération et à une ambiguïté d'usage. Cette préoccupation croissante a conduit à l'émergence du risque en tant que "science" enseignée dans les universités, visant à une gestion, prévention et évitement efficaces avec le moins de pertes possible.¹⁶ Le risque a également été valorisé et transformé en un secteur d'investissement, engendrant des connaissances, compétences et entreprises spécialisées offrant des services de "sécurisation" aux individus, aux groupes et même à des pays entiers contre les menaces qui les guettent.¹⁷

Les innovations et brevets dans ce domaine témoignent du développement considérable d'industries entières et de technologies hautement spécialisées visant à assurer les individus contre divers risques. Le monde dépeint par George Orwell dans son roman 1984 n'est plus de la science-fiction; certains de ses aspects sont devenus une réalité intégrée dans notre quotidien. Les technologies de surveillance et de prévention ont infiltré tous les aspects de la vie quotidienne, devenant une menace en violant la vie privée et les données personnelles des individus.¹⁸

¹⁶ Linda Schenk et al. "Teaching and Discussing about Risk: Seven Elements of Potential Significance for Science Education," *International Journal of Science Education*, vol. 41, no. 9 (2019), pp. 1271 - 1286.

¹⁷ René M. Stulz, "Rethinking Risk Management," In: Donald H. Chew, *Corporate Risk Management* (Columbia: Columbia University Press, 2008), pp. 87 - 120.

¹⁸ Ali H Mokdad, "The Behavioral Risk Factors Surveillance System: Past, Present, and Future," *Annual Review of Public Health*, vol. 30 (2009), pp. 43 - 54.

Le sentiment constant de menace et d'imprévisibilité des risques pousse à un abandon de soi et de son destin aux autres, à la recherche de prévention et de protection, même au détriment de la quête de liberté.¹⁹ Ce compromis incite de nombreuses personnes à préférer la prévention des risques et à rechercher davantage de protection que la préservation de leur liberté.

Quelles sont les caractéristiques des "modèles de production" de la protection contre les risques? Quel est le volume des transactions économiques dans le domaine de l'assurance des risques au niveau international? Comment tous ces biens et services sont-ils promus? Quelles sont les techniques publicitaires et médiatiques utilisées dans cette promotion? Quels sont les principaux effets sur le niveau de conscience et de perception des individus et des groupes?

8. Risques : Les politiques de gestion et les mécanismes de prévention

Face à des dangers généralisés, dont les sources et les causes sont assez diverses, qui s'étendent de façon exponentielle jusqu'à investir des pans entiers de la vie sociale et l'ensemble des activités humaines dans les sociétés contemporaines, y compris les activités sportives et récréatives (violence dans les stades, jeux électroniques mortels), les sociétés, ont établi - selon Niklas Luhmann- des systèmes bien connectés de "l'industrie du contrôle et de la prévention des risques".²⁰ Ces approches mettent l'accent sur la gouvernance des risques,²¹ réunissant généralement les décideurs gouvernementaux (l'État, des associations locales), des gestionnaires de risques, des producteurs, des experts et des institutions privées qui ont accumulé des connaissances et des compétences sous forme de services, tous soucieux de prévenir et d'anticiper les risques. Le climat de peur croissant des risques a indéniablement créé un terrain propice à l'investissement dans d'importants secteurs économiques qui accordent une attention particulière aux ressources financières, humaines et techniques des risques, tels que la technologie de contrôle et de garde, les logiciels d'anticipation des risques, les systèmes d'alerte précoce, les compagnies d'assurance, les sociétés de sécurité et la main-d'œuvre pluridisciplinaire, les systèmes d'information et les logiciels.

La complexité des risques et le chevauchement de leurs composantes ont nécessité des efforts concertés de la part d'un certain nombre d'institutions, de structures et d'acteurs publics et privés pour encadrer leur coopération et coordonner leurs interventions afin de formuler des stratégies et d'élaborer des plans d'action pour réduire les menaces potentielles. La gouvernance des risques est plus que jamais une nécessité, ne visant pas une efficacité totale, mais cherchant seulement à éviter les multiples formes de déviation qui ont affecté les plans pour y faire face.²²

¹⁹ Anthony Giddens, "Fate, Risk and Security," in: James F. Cosgrave (eds), *The Sociology of Risk and Gambling Reader* (New York: Taylor&Francis Group, 2006), pp.29-60

²⁰ Niklas Luhmann, *La confiance: un mécanisme de réduction de la complexité sociale* (Paris: Economica-Collection Études sociologiques, 2006).

²¹ Hassid.

²² Mark C. Stafford, et Omer R. Galle, "Victimization Rates, Exposure to Risk, and Fear of Crime," *Criminology*, vol. 22, no. 2 (1984), pp. 173 - 185.

De nombreuses études ont montré que la gestion des catastrophes n'est pas exempte de nombreuses formes de corruption, transformant les risques en un domaine de profit illicite et d'enrichissement, ainsi que la propagation de multiples formes d'extorsion et de fraude. Bien que l'arsenal accumulé par les sociétés dans diverses formes de sciences et techniques de gestion des risques (la cindynique) ait réalisé des progrès techniques, il n'a pas encore atténué sérieusement les effets secondaires du sentiment croissant de peur et d'insécurité, ni les nombreuses violations des droits de l'homme. La légitimité de la chasse aux "nouveaux risques" a permis à certains pays de surveiller et d'espionner les individus, limitant ainsi leurs libertés fondamentales, les obligeant à faire un compromis entre la sécurité et la confrontation individuelle au danger, souvent sans ressources, et des manifestations d'injustice dans l'extension des panoplies d'assurances entre les groupes et les entités.

Cependant, de nombreuses questions s'imposent: Sur quels fondements reposent les modèles de gestion des risques? Quels sont les outils adoptés dans de telles missions? Quels sont les indicateurs de gouvernance dans le domaine de la gestion des risques? Quels sont les obstacles qui limitent l'efficacité de l'intervention entre les différents acteurs? Comment les sociétés peuvent-elles contrôler l'intervention et la gestion des risques afin qu'ils ne deviennent pas une opportunité de corruption? Quels phénomènes déviants les politiques de gestion des risques créent-elles et comment sont-ils traités? Comment la justice et l'équité seraient-elles assurées dans l'extension des systèmes d'assurances des risques et quelles sont les mesures de justice et d'équité qui sont ou doivent être prises?

Partant des différentes questions soulevées dans le présent argumentaire, ce séminaire se veut l'occasion de plonger dans le monde des "risques des sociétés contemporaines", de les analyser et d'interpréter leurs multiples et complexes facteurs et effets. La préférence méthodologique va à l'adoption d'une approche multidisciplinaire, allant au-delà des idées avancées par les premiers économistes, pionniers de la théorie, qui se sont concentrés sur l'étude des risques économiques et financiers auxquels sont confrontées les institutions de marché capitalistes en premier lieu.

Cette conférence aspire également à établir un lien entre l'approche sociologique de penseurs tels qu'Anthony Giddens et Ulrich Beck au cours des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix du XXe siècle, et d'autres approches plus actuelles adoptant de nouvelles perspectives épistémiques. Cela inclut l'approche psychologique, se concentrant sur l'étude des émotions, des sentiments et des sensations liées à la peur, aux phobies, à l'anxiété, à l'horreur, à la panique et à l'effondrement de la confiance face à l'augmentation des cas d'insécurité et à l'incertitude croissante qui pèse sur des situations imprévues.

La conférence prend en compte également l'approche géographique environnementale en rapport avec les effets du changement climatique, ainsi que l'approche des politiques publiques et de la gestion de crise. Afin d'enrichir les débats, les participants sont appelés à identifier les développements récents de la théorie du risque dans le monde sous différents angles de recherche politique, social, humanitaire, géographique, économique et financier, médical et sanitaire, environnemental, écologique, agricole et climatique. Il touche également d'autres disciplines

comme les sciences des médias et de la communication, l'intelligence artificielle. Il serait intéressant de noter qu'une attention particulière sera accordée à la présentation et à la confrontation des expériences et étude de cas, qu'elles proviennent des pays du Sud ou du Nord, ou qu'elles soient dans le cadre d'un échange Sud-Nord.

III. Membres du comité scientifique

- Mehdi Mabrouk
- Mounir Saidani
- Mohamed Gargouri
- Ali El Hammi
- Taoufik Belharath
- Riadh Ben Khalifa
- Hassan El Moury
- Sadiq El Hammami

Dates importantes

- **Date de la conférence scientifique** : 15 et 16 novembre 2024
- **Date de publication de l'annonce** : 15 décembre 2023
- **Date limite de soumission des résumés** : 30 janvier 2024
- **Date de communication des résultats de l'évaluation** : 28 février 2024
- **Date limite de réception du document complet (Full Paper)** : 30 juin 2024
- **Annonce finale de l'acceptation des contributions** : 15 août 2024

IV. Conditions de participation

Remplir le formulaire d'inscription: Le formulaire est disponible sur le site (<https://rb.gy/4qm71u>), en choisissant l'un des axes suggérés.

- **Soumission des résumés:** Le participant doit mentionner l'axe dans lequel il participe. Le nombre de mots du résumé doit être d'environ 700 mots, y compris le titre de l'intervention, la problématique posée, la méthodologie de recherche et les idées principales, ainsi qu'une liste d'au moins cinq mots clés et une brève bibliographie. En respectant pleinement les exigences scientifiques pour la rédaction de l'article, les notes de bas de page et la liste des références, voir : <http://carep.tn>
- **Soumission du document complet (Full Paper)** : Le nombre de mots doit être compris entre 6000 et 8000 mots.
- **Texte final et résumé:** Pour la langue arabe, utilisez la police Sakkal Majalla, taille 14, et pour les autres langues, utilisez la police Times New Roman, taille 12 (interligne 1.5).

- **Langues de la conférence:** Arabe, français, anglais.
- **Originalité de l'article:** La recherche doit être originale et dédiée à la conférence, n'ayant été publiée dans aucun support électronique ou papier, et n'ayant été présentée à aucune autre entité pour exposition ou publication.
- **Adresse de correspondance:** Les propositions de communication doivent être envoyées à l'adresse e-mail suivante : carep.tn@gmail.com
- **Publication:** Les travaux de cette conférence seront publiés ultérieurement, et les participants seront informés de la date.
- **Informations:** Contactez : carep.tn@gmail.com / (00216) 70 147